

L'HEBDO MARCHÉS



Semaine du 30 janvier au 3 février 2017

Marchés Actions	03/02/2017	Perf. sur la semaine	Perf. Sur le mois	Perf. Depuis le 31/12/16
CAC 40	4844	0,1%	-1,1%	-0,4%
Eurostoxx 50*	3280	-0,7%	-1,0%	-0,3%
S&P 500	2281	-0,6%	1,0%	1,9%
Marchés de taux	03/02/2017	Sur 1 semaine	Sur 1 mois	Perf. Depuis le 31/12/16
Eonia*	-0,35%	-	0,00%	-0,02%
OAT 10 ans	1,06%			
Matières 1ères	03/02/2017	Perf. sur la semaine	Perf. sur le mois	Perf. Depuis le 31/12/16
Pétrole (Brent, \$/baril)	57	1,8%	1,9%	-0,5%
Or (\$/once)	1217	2,2%	5,0%	5,6%
Devises	03/02/2017	Perf. sur la semaine	Perf. sur le mois	Perf. Depuis le 31/12/16
EUR/USD	1,08	0,7%	3,5%	2,4%

Source: Bloomberg, Stratégie Amundi AM - Données actualisées le 03/02/2017 à 18h

NOTRE ANALYSE

Si l'électorat de Donald Trump se réjouit probablement des nombreuses annonces intervenues depuis son investiture, une partie de l'establishment républicain commence à s'interroger. Du point de vue des investisseurs internationaux, les sujets domestiques ou spécifiques - Obamacare, juge à la cour suprême, réforme des visas, mur avec le Mexique, sanctions vis-à-vis de la Russie... - seront amplement débattus mais demeureront seconds. En revanche, tout ce qui a trait à la fiscalité américaine et aux relations commerciales bilatérales avec la Chine et l'Allemagne sera scruté de très près.

La zone euro a connu une bonne fin d'année du point de vue macroéconomique. Concernant la France, le chiffre de croissance annuel est décevant (1,1%, alors que le gouvernement avait initialement annoncé 1,5%) mais le double rebond de l'investissement des entreprises et de l'investissement résidentiel envoie tout de même un signal favorable pour 2017.

La pression sur les taux français va probablement rester forte jusqu'aux élections. Les derniers développements de la vie politique française ont en effet rendu l'issue du scrutin un peu plus incertaine.

* Ce terme est défini dans le lexique

ACTUALITÉ DE LA SEMAINE

- 03/02 : Donald Trump durcit le ton en matière de relations internationales et donne le coup d'envoi à un assouplissement de la réglementation financière.
- 30/01 : Nouveaux désaccords au sujet des conditions de l'aide financière internationale à la Grèce.

ECONOMIE

- Zone euro : Rebond de la croissance du PIB* au quatrième trimestre en zone euro et en France.
- Etats-Unis : Fortes créations d'emplois en janvier.

MARCHÉS

- T a u x : Les rendements des pays développés en légère baisse.
- Actions : Stabilisation

ACTUALITÉ DE LA SEMAINE

03/02 : Donald Trump durcit le ton en matière de relations internationales et donne le coup d'envoi à un assouplissement de la réglementation financière. Le nouveau Président américain s'en est pris notamment au Japon et à l'Allemagne, accusés de faire baisser artificiellement le cours de leurs devises. Il a également tenté de remettre en cause un accord avec l'Australie portant sur l'accueil de réfugiés. Par ailleurs, la Maison Blanche a annoncé préparer de nouvelles sanctions contre l'Iran suite à l'essai d'un missile balistique par ce pays. Sur le plan économique, Donald Trump a demandé au Trésor de faire des propositions pour assouplir la législation Dodd-Frank (mise en place pour renforcer la sécurité du système financier après la crise financière de 2007-2009).

30/01 : Nouveaux désaccords au sujet des conditions de l'aide financière internationale. L'Eurogroupe (réunion des Ministres des finances de la zone euro) du 26 janvier n'a pas permis d'envisager d'accord rapide en vue du versement d'une nouvelle tranche d'aide à la Grèce. De plus, le FMI a fait savoir, vendredi 28 janvier, qu'il considérait que la dette grecque restait sur une trajectoire insoutenable à long terme, une analyse qui contredit celle de l'Union Européenne. Aussi, le FMI réclame de nouveaux aménagements de la dette due par le pays aux autres gouvernements de la zone euro, condition de sa propre participation au plan d'aide (la participation du FMI est notamment réclamée par l'Allemagne). FMI et Union Européenne sont d'accord, cependant, pour réclamer à la Grèce de nouvelles mesures d'austérité si le pays ne parvient pas à maintenir un surplus primaire (différence entre revenus et dépenses de l'Etat (hors dépenses d'intérêt) de 3,5 du PIB, une demande rejetée par le gouvernement grec.

ECONOMIE

Rebond de la croissance du PIB au 4ème trimestre en zone euro et en France. Le PIB de la zone euro a progressé de 0,5% au 4ème trimestre (chiffre conforme aux attentes, après une progression révisée en hausse à +0,4% au 3ème trimestre, contre +0,3% annoncé précédemment). Sur l'année 2016, la croissance a été de 1,7% (chiffre en moyenne annuelle par rapport à 2015). Le PIB de la France a progressé, pour sa part, de 0,4% au 4ème trimestre (1,1% sur l'année). La consommation des ménages est en hausse de +0,6%, la consommation publique de +0,4%, l'investissement des entreprises non financières de 1,3% et l'investissement résidentiel des ménages de +0,9%. Le commerce extérieur apporte une contribution positive de 0,1pp, la formation de stocks une contribution négative de -0,2pp.

Etats-Unis : Fortes créations d'emplois en janvier. L'économie américaine a créé 227 000 emplois en janvier (contre 175 000 attendus et après 157 000 en décembre). Le taux de chômage remonte légèrement (4,8%, après 4,7% en décembre) mais en partie en raison d'une hausse du taux de participation (62,9% après 62,7% en décembre). La durée moyenne de la semaine de travail reste inchangée à 34,4h. Le taux de chômage « augmenté »* monte légèrement à 9,4% (9,2% en décembre). Enfin, la progression des salaires décélère à 2,5% sur un an (contre 2,8% en décembre). Par ailleurs, l'indice ISM Manufacturier* progresse à 56 (contre 55 attendu et après 54,5 en janvier). Sa composante nouvelle commande atteint un niveau très élevé, à 60,4.

MARCHÉS

Taux : Les rendements des pays développés en légère baisse. Les rendements à 10 ans de l'Allemagne et des Etats-Unis finissent la semaine à, respectivement, 0,42 et 2,43%. Le principal événement de la semaine concerne les écarts de taux entre l'Allemagne et les autres pays de la zone euro. En particulier, les écarts avec la France et l'Italie se sont nettement creusés sur la semaine. L'écart de taux 10 ans entre la France et l'Italie est passé au-dessus de 0.60% pour la première fois depuis le début de l'année 2014.

Actions : Stabilisation. Après quatre séances de baisse d'affilée – de jeudi dernier à mardi - les marchés actions se sont stabilisés à partir de mercredi sur fond de bons chiffres d'activité (PMI manufacturier en Chine et en zone euro, ISM manufacturier et emploi aux Etats-Unis). Les interrogations quant aux premiers pas de D. Trump demeurent toutefois entières. Le scénario pragmatique de reflation* modérée qui avait séduit le marché peut s'effriter à force de dérapages politiques.

LEXIQUE

Chômage « augmenté U6 » : (intégrant aussi les personnes travaillant à temps partiel et qui préféreraient un emploi à temps complet, et les personnes désirant travailler mais n'ayant pas cherché d'emploi récemment)

Eonia : L'Eonia est l'abréviation d'Euro Overnight Index Average. Il correspond au taux moyen des opérations au jour le jour sur le marché interbancaire en Euro, pondéré par les transactions déclarées par un panel d'établissements financiers, les mêmes que pour l'Euribor.

Eurostoxx 50 : Indice boursier qui regroupe 50 sociétés au sein de la zone Euro selon leur capitalisation boursière.

PIB (Produit intérieur brut) : le produit intérieur brut est la somme de la production de biens et services réalisée sur le territoire national d'un pays quelle que soit la nationalité des producteurs pendant une période donnée, la période habituelle de référence est annuelle. Le PIB est un indicateur phare de l'activité économique d'un pays. Il permet de mesurer d'une année sur l'autre l'évolution économique d'un pays et de comparer l'importance et l'évolution des pays les uns par rapport aux autres.

L'HEBDO MARCHÉS

Semaine du 30 janvier au 3 février 2017



AVERTISSEMENT

Achevé de rédiger le 06/02/17 à 15h

Les informations figurant dans cette publication ne visent pas à être distribuées ni utilisées par toute personne ou entité dans un pays ou une juridiction où cette distribution ou utilisation serait contraire aux dispositions légales ou réglementaires, ou qui imposerait à Amundi ou ses sociétés affiliées de se conformer aux obligations d'enregistrement de ces pays. Notamment cette publication ne s'adresse pas aux US persons telle que cette expression est définie dans le US Securities Act de 1933. Les données et informations figurant dans cette publication sont fournies à titre d'information uniquement. Aucune information contenue dans cette publication ne constitue une offre ou une sollicitation par un membre quelconque du groupe Amundi de fournir un conseil ou un service d'investissement ou pour acheter ou vendre des instruments financiers. Les informations contenues dans cette publication sont basées sur des sources que nous considérons fiables, mais nous ne garantissons pas qu'elles soient exactes, complètes, valides ou à propos et ne doivent pas être considérées comme telles à quelque fin que ce soit. Les informations sont inévitablement partielles, fournies sur la base de données de marché constatées à un moment précis et sont susceptibles d'évolution.

Les prévisions, évaluations et analyses ne doivent pas être regardées comme des faits avérés et ne sauraient être considérées comme des prédictions exactes des événements futurs.

Cette publication ne peut être reproduite, en totalité ou en partie, ou communiquée à des tiers sans notre autorisation. Edité par Amundi Asset Management - Société anonyme au capital de 746 262 615 euros- Siège social : 90, boulevard Pasteur, 75015 Paris - Société de gestion de portefeuille agréée par l'AMF n° GP 04000036 - 437 574 452 RCS Paris.